

Les ENJEUX

L'OCCIDENT et la politique d'ALLIANCE des civilisations

**Jean-Pierre
Bensimon**

Professeur de sciences sociales,
consultant en organisation,
président d'une association
dédiée à la défense contre
la désinformation.

Nous apercevions à travers l'épaisseur de l'histoire, les fantômes d'immenses navires qui furent chargés de richesse et d'esprit. Nous ne pouvions pas les compter. Mais ces naufrages, après tout, n'étaient pas notre affaire.

Paul Valéry, *La crise de l'esprit*, 1919

Tous ceux qui sont en quête d'identité et d'unité éthique ont besoin d'ennemis.

Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, 1996

La création d'une Alliance des civilisations a été proposée à l'initiative du premier ministre espagnol José Luis Zapatero, à la suite des attentats du 11 mars 2004 à Madrid. La suggestion, formulée en septembre 2004 à l'ONU en compagnie de la Turquie, candidate à l'entrée dans l'Union européenne et trait d'union naturel entre l'Islam et l'Occident, a reçu le parrainage de l'instance internationale en juillet 2005. Ce projet intervenait dans une phase historique très particulière, marquée par l'irruption d'un islamisme offensif et innovant qui mettait à son actif la destruction des Bouddhas de Bâmiyân après un mois de tirs d'artillerie, les attentats-suicide de l'Intifada palestinienne, les attentats du 11 septembre aux États-Unis suivis d'attentats-suicide ciblant indistinctement les civils dans de nombreux pays, et l'assassinat barbare de facture islamiste du cinéaste Théo Van Gogh, etc. Ces évènements, suivis de beaucoup d'autres,

allaient profondément bouleverser l'opinion publique des pays occidentaux et modifier le cours des relations internationales.

En lançant son projet, José Luis Zapatero voulait donner aux pays d'islam l'assurance que malgré les coups reçus l'Espagne désirait tourner la page, conserver à l'identique ses relations avec eux, et au-delà, ouvrir une voie pour désamorcer les tensions montantes entre la sphère occidentale et le monde musulman.

Dans la foulée du parrainage de l'ONU, un « Groupe de Haut niveau » de 20 membres fut désigné par les deux pays initiateurs et le secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kofi Anan. Il comprenait, selon un dosage subtil, des personnalités en principe incontestables représentatives des deux grandes aires culturelles. Ce Groupe de Haut niveau publiait en novembre 2006 un rapport¹, document fondateur faisant office de feuille de route, dont l'étude permet d'identifier convenablement les orientations de « l'Alliance ». La consécration comme instrument politique pérenne de cette nouvelle organisation, dans le giron de l'ONU, était parachevée par la nomination d'une personnalité prestigieuse à sa tête en avril 2007, l'ancien président du Portugal Jorge Sampaio, et la tenue d'un grand forum à Madrid en janvier 2008.

Le rapport de novembre 2006 se présente comme un texte disparate, sans colonne vertébrale, dont une pénible dialectique de consensus obscurcit à dessein le message. La vision dominante du groupe des rédacteurs saute cependant aux yeux. Le document, composé d'une partie analytique et d'une partie programmatique, comprend en gros un constat, des analyses, la fixation d'objectifs et de grandes lignes d'action. Le constat est celui d'une dégradation des relations entre l'islam et l'Occident, plus précisément des perceptions réciproques de part et d'autre du clivage civilisationnel. L'analyse, dont on évaluera le contenu un peu plus loin, revient à imputer l'essentiel des difficultés à l'état du monde, considéré comme le fruit de la prééminence contemporaine de l'Occident. Elle invoque tout à trac la montée des inégalités au plan mondial, les interventions occidentales en pays d'islam et le conflit israélo-palestinien qui en est l'une des facettes, mais aussi le souvenir de l'époque coloniale et d'autres griefs historiques. Elle dénonce aussi les tentatives de confusion entre le terrorisme et l'islam, pure instrumentalisation de l'actualité par ceux qui s'efforceraient d'approfondir les clivages. Le programme d'action quant à lui, n'est pas tant centré sur le « dialogue des civilisations », les conférences et symposiums, que sur l'établissement des conditions du dialogue et les mesures à mettre en œuvre.

Les conditions du « dialogue », point essentiel, requièrent la normalisation, voire l'encadrement, des canaux de communication qui contribuent à former les perceptions de l'opinion. C'est ainsi que les média occidentaux sont invités à

contrôler l'information qu'ils diffusent, les institutions d'éducation à revoir les programmes d'enseignement, les établissements universitaires et les centres de recherche à illustrer la contribution de l'islam et des migrants à l'histoire humaine.

Des travaux similaires menés ultérieurement par le Forum économique mondial, dont les sessions annuelles à Davos sont bien connues, exposent de façon moins dénonciatrice et plus systématique une vision qui approfondit et rationalise les vues du Groupe de Haut niveau².

Antériorité du projet de l'OCI

Bien avant que ne commencent les travaux du Groupe de Haut niveau, il y avait eu une initiative officielle d'origine musulmane pour mettre en avant de nouveaux thèmes idéologiques, ceux du « dialogue des civilisations ». Elle émanait du président de la république islamique d'Iran de l'époque, Mohammad Khatami, qui avait convaincu en 1999 à Téhéran les 57 membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) de proposer à l'ONU un « dialogue des civilisations »³. Cette formule était entendue comme l'avvers du « choc des civilisations », formule empruntée à l'historien Bernard Lewis⁴, l'éminent spécialiste des civilisations islamiques, par le professeur américain Samuel Huntington qui l'avait popularisée à travers un article de *Foreign affairs* et un ouvrage devenu célèbre⁵. L'ONU fit droit à cette proposition⁶. Ce nouveau « dialogue », conçu selon des recettes éprouvées, devait prendre place aux côtés d'autres « dialogues » en cours depuis des décennies (dialogue Nord-sud, Interreligieux, Interculturel, Euro-arabe,...)⁷.

Dans ces instances et dans d'innombrables forums, le discours arabo-musulman a toujours affiché les mêmes préoccupations que l'on peut brièvement récapituler :

- la remise à l'ordre du jour perpétuelle du conflit israélo-palestinien et le soutien au combat musulman pour « al-Qods al-Sharif » (Jérusalem), thèmes qui présidèrent à la création de l'OCI en 1969 dans la foulée de la conférence de Kharoum de la Ligue arabe qui prononça les célèbres trois « non » à Israël ;
- la préservation du droit des minorités musulmanes en Europe, parties intégrantes de la Oumma, de vivre librement dans leur religion et dans leur culture sur les terres post-chrétiennes, manière de prévenir leur assimilation dans le milieu ambiant et leur éloignement de l'islam ;
- la promotion de la religion au centre de la vie publique et des relations sociales ;
- la revendication du principe de la diversité culturelle qui impose des limites à la critique éventuelle de certains aspects de la culture islamique ;

- la défense intransigeante de l'image de l'islam en Occident, surtout quand elle est entachée par des événements d'actualité. Le discours officiel énumère les qualités nombreuses et éminentes de cette religion, qualités étendues à l'islam comme civilisation et comme Histoire, toute vue critique, toute nuance ou interrogation étant irrecevable ;
- le refus indigné de tout lien entre l'islam et le terrorisme, appuyé par une dialectique subtile. Le terrorisme est radicalement condamné, mais par contre, la « violence légitime », le combat « contre l'oppression et l'occupation », et « la résistance nationale » sont justifiés, même s'ils s'incarnent dans les Brigades al Aqsa, le Hamas, le Hezbollah, les Talibans et les milices de Muktada al-Sadr ;
- la mobilisation des média et des établissements d'enseignement ainsi que la production et la diffusion de contenus autonomes illustrant les apports de la religion et de l'ordre islamique, sur tous types de supports y compris les technologies de communication les plus modernes, pour faciliter la défense de l'islam.

On verra que le discours officiel islamique est intégralement repris par les promoteurs de l'Alliance des civilisations.

Logique et dispositif de « l'Alliance »

Dans sa partie analytique, le rapport de novembre 2006 se présente comme un fatras d'explications à connotation post-marxiste (insistance sur les inégalités, l'oppression, la frustration, l'injustice, l'impérialisme) et de principes fondés sur le relativisme culturel. Il introduit la religion comme le facteur premier de la pacification des relations des individus et des sociétés. De fait il approfondit les argumentaires et les projets d'action exprimés dans les cénacles de l'OCI ou de la Ligue arabe et au sein des organisations internationales et des enceintes des « dialogues » par les délégués musulmans. Il en augmente même considérablement la charge polémique et accusatrice, comme si le mélange des représentants des différentes cultures dans ce microcosme du « dialogue des civilisations » qu'était le Groupe de Haut niveau lui-même, accusait encore plus les antagonismes que les assemblées purement islamiques⁸.

Le rapport, rempli d'arguments d'autorité, de références historiques discutables et de vérités d'évidence, sans argumentation structurée, est peu accessible à l'analyse critique. On peut quand même élucider le point de vue global qu'il fait sien en dénombrant les paragraphes alloués aux différentes questions abordées par les rédacteurs :

THÈMES	PARAGRAPHES OÙ LE THÈME EST DOMINANT
Promotion et défense de la religion en général et de l'islam en particulier :	2,8 3,8 3,9 3,10 3,11 3,12 4,2 4,14 4,15 4,17
Accusation de l'Occident comme étant à l'origine des tensions contemporaines	1,1 1,2 2,5 2,7 3,2 3,4 3,5 3,6 3,13 4,3 4,4 4,5 4,6 4,7 4,8 4,10 4,12 4,16
Évocation de causes endogènes au blocage des sociétés musulmanes	4,13 5,10
Soutien aux mouvements « nationaux de résistance »	4,17 4,18 4,19
Paradigme du « respect » et relativisme culturel	1,5 2,1 2,4
Importance prioritaire de la résolution de la question palestinienne et accusation d'Israël	5,2 5,3 5,4 5,5 5,6 5,7 5,8
Résolution des conflits en Afghanistan et en Irak	5,9

A travers ces regroupements, on retrouve parfaitement la structure de la revendication des Etats musulmans sur la scène internationale ;

- la promotion de la religion au centre de l'espace public, la révérence envers l'Islam (le christianisme et le judaïsme ne sont pas louangés, même pas cités, sauf pour les bienfaits qu'ils ont tiré de leur contact avec l'islam), l'exonération de cette religion des critiques qui lui sont portées pour ses liens apparents avec le terrorisme (le paragraphe 4,17 est un éloge du jihad), et ses archaïsmes (crimes d'honneur, châtiments corporels, oppression des femmes) ;
- la mise en cause de l'ordre mondial occidental dans la montée des tensions : la société mondialisée est présentée comme génératrice d'inégalités, d'injustices, d'oppression, d'humiliation, de dépossession. Les Occidentaux, déjà responsables du colonialisme et de la partition de la Palestine, interviennent en envahissant et en occupant des pays musulmans. De surcroît, ils entretiennent l'islamophobie par l'utilisation de termes outrageants contre l'islam comme le « fascisme islamique » ou « l'islamofascisme ». En regard, les facteurs endogènes de l'impasse de nombreuses sociétés arabo-musulmanes sont traités de manière allusive, en deux paragraphes contre 17 pour les causes exogènes ;
- le soutien aux « *mouvements qui résistent à l'occupation étrangère* » suit immédiatement la condamnation des groupes terroristes « avec des ambitions mondiales ». Il n'y a pas moins de trois paragraphes pour justifier cette position, assortie d'une indication précieuse : ces mouvements de « résistance » ne sont pas justifiés « à prendre comme cible des civils et des non-combattants ». Par un effet curieux, si lesdits mouvements de « résistance » sont bien ceux qui s'opposent à Israël (Hamas, Hezbollah, Djihad islamique, Brigades al-Aqsa) et aux États-Unis (al Qaïda et les milices chiites en Irak et les Talibans en Afghanistan), le fait qu'ils s'en prennent aux civils et qu'ils fassent de cette cible le cœur de leur stratégie est totalement ignoré par le rapport ;
- la stricte absence de hiérarchie entre les cultures et l'affirmation de la nécessité absolue d'une nouvelle culture politique de dialogue et de respect entre les nations et les cultures. Trois paragraphes sont consacrés à poser ces principes. Ce point est essentiel, on le verra plus loin, car il permet indirectement d'interdire la critique des pratiques racistes, oppressives et bellicistes existant dans l'aire islamique et d'imposer une image irénique et immaculée de la société musulmane ;
- le rappel obsessif de la question israélo-palestinienne. 7 paragraphes lui sont consacrés, presque la moitié des « *recommandations de politique générale* », sans compter l'Annexe III, un document consistant rédigé par deux étoiles du Groupe de Haut niveau, MM Hubert Védrine et André Azoulay. En regard, le règlement des conflits afghan et irakien, qui couvrent une aire de 1 million de km² et de 57 millions d'habitants, n'occupe qu'un paragraphe. Faut-il rappeler qu'Israël

s'étend sur environ 21 000 km² avec 7 millions d'habitants, les territoires disputés sur 5 000 km² pour environ 4 millions d'habitants ? En regard, le monde arabe compte 13,5 millions de km² avec environ 300 millions d'hommes. Faut-il rappeler aussi que la diabolisation permanente d'Israël et des Juifs est l'instrument providentiel des dictatures et des pétro monarchie arabes pour déporter le désespoir des masses arabes, bien réel, contre une figure de détestation étrangère.

La culpabilisation de l'Occident

En ratifiant les conclusions du rapport du Groupe de Haut niveau, les Occidentaux ont donc accepté d'entériner une interprétation partisane et humiliante pour eux des tensions entre l'Occident et l'islam. Ils ont consenti à endosser la responsabilité du clivage toujours plus accusé qui les sépare, d'en exonérer le monde islamique et d'accuser Israël d'être à la source de l'instabilité internationale. Ils ont donc fait leur la version islamique de l'histoire moderne, acceptant de subir l'ascendant moral de ses représentants, et pire encore, de mettre en œuvre des prescriptions qui compromettent peut-être certaines de leurs libertés publiques essentielles comme la liberté d'expression, la liberté d'enseignement et le droit à l'information.

En effet, en quête de résultats concrets, le rapport de novembre 2006 comporte une seconde partie, programmatique cette fois.

Dans cette partie, le Groupe de Haut niveau ne fait en réalité que reprendre et développer les orientations pratiques énoncées en 1999 par la déclaration de Téhéran. Il s'agit d'agir sur l'éducation, la jeunesse, les média et sur la politique concernant les migrants. C'est ainsi que le système d'éducation et les média occidentaux reçoivent des injonctions claires, qui visent à développer dans les publics occidentaux et avant tout dans la jeunesse, la vision d'une civilisation musulmane pacifique, tolérante, rationnelle, et féconde.

Dans le droit, les donateurs publics et privés sont invités par exemple à « *mettre en circulation ces chapitres de l'héritage islamique traitant du pluralisme, de la rationalité et de la méthode scientifique,...* » p. 38 Les gouvernements sont requis de « *réviser les programmes d'étude éducatifs couramment employés, en s'assurant qu'ils comportent bien les critères d'honnêteté, d'exactitude et d'équilibre dans l'exposé des croyances religieuses et qu'ils ne dénigrent aucune foi ou ses adeptes.* » p. 39 Les producteurs et les scénaristes sont conviés « *à intensifier la représentation de communautés normalisées, musulmanes ou autres, sous-représentées ou stéréotypées de façon négative dans les média populaires.* » p. 47 Des fonds devraient garantir ceux qui diffusent « *par exemple des histoires de femmes musulmanes en vue, ayant réussi, que l'on présenterait en Occident* » p. 48, et pour respecter un équilibre étrange, « *des histoires de défenseurs juifs des droits de l'homme et de la justice sociale*

à montrer dans le monde musulman. » Comme s'il fallait forcer la réalité pour trouver des exemples d'humanistes juifs, espèce plutôt surabondante. Les journalistes et les producteurs devront quant à eux « être vigilants quant à l'impact que les décisions éditoriales et les avis implicitement donnés dans les reportages peuvent avoir sur la perception d'un sujet par le public, » surtout « quand émotions et craintes populaires sont intensifiées et lors des couvertures de sujets au confluent de la religion et de la politique. » p. 45-46 Cette dernière directive ressemble fort à une demande d'autocensure, mais il ne semble pas qu'elle ait provoqué un tollé dans le milieu professionnel de l'information.

Les recommandations formulées par le groupe sont cohérentes entre elles et elles convergent pour ciseler, à l'intention des Occidentaux, une image éclatante de ce qui se rapporte à l'islam. Le problème, c'est qu'à ce jour l'Occident est censé être régi par la pensée critique qui s'appuie en principe sur des faits pour élaborer librement des contenus d'information, des contenus scientifiques, des programmes et des séquences d'enseignement, et non pas sur des directives ou des résultats attendus par des commanditaires, aussi bien intentionnés soient-ils. En essayant de faire admettre un système de normes prescrivant ce qui doit être dit et ce qui ne doit pas l'être, ce qui est judicieux ou pas pour la paix entre les cultures, et en imposant quasi exclusivement ces normes au monde occidental, l'Alliance des civilisations veut transformer selon ses vues la perception de l'islam en Occident, quitte à priver les sociétés occidentales des moyens de fonder rationnellement leurs opinions et d'évaluer les menaces susceptibles de peser sur leur mode de vie.

Le Hudson Institute par exemple, a publié en 2008 une étude fouillée sur les programmes saoudiens officiels d'éducation.⁹ On relève le passage suivant, « Les juifs et les chrétiens sont les ennemis des croyants, et ils ne doivent pas être acceptés par les musulmans » dans le manuel officiel « Hadith 9^e niveau », ou « La sanction de l'homosexualité est la mort » dans le manuel officiel « Jurisprudence 10^e niveau » (voir le rapport p. 5). Faut-il taire et cacher cette étude ? N'est-elle pas un instrument précieux de connaissance et d'enseignement concernant la culture de l'Etat dont l'influence religieuse est la plus grande dans l'aire musulmane ? C'est pourtant ce qu'enjoint avec force l'Alliance, quitte à interdire la démarche empirique pour plaquer sur la réalité sa représentation et celle des groupes d'intérêts qui l'inspirent.

Poursuivons. Dans son édition française du 2 septembre 2008, le journal *Jerusalem Post* relate sous le titre « Acte de barbarie au Pakistan » l'histoire d'un groupe de très jeunes femmes brûlées vives après avoir été battues à mort en vertu d'une sentence d'un tribunal tribal. Elles avaient exprimé l'envie de choisir elles-mêmes leur conjoint et de se marier devant une cour civile. Pire, l'élu

de la province, un certain Israr Ullah Zehri défendit cette décision devant le Parlement pakistanais au nom des traditions. Les députés ont considéré que la décision était du ressort de la province et ont laissé exécuter la sentence. Les médias devaient-ils diffuser cette information, qui permet de mieux connaître la réalité du statut de la femme au Pakistan ? Non dirait le Groupe de Haut niveau ou les experts du forum de Davos, car ce faisant, on focalise l'attention sur un évènement isolé et on diffuse une image déformée du statut de la femme de l'aire musulmane. Soit. Prenons un autre exemple : selon une dépêche de l'AFP¹⁰ du 17 juillet, un sondage sur un échantillon de 2000 personnes, au Caire, a montré que presque la moitié (48 %) des Égyptiennes, même portant le voile, subissent des agressions sexuelles quotidiennement, plutôt dans la rue et les transports publics. Quand aux hommes, 62 % d'entre eux admettent commettre de telles agressions, même sur des femmes voilées. S'agit-il cette fois d'une information suffisamment significative pour être autorisé à bâtir sur le statut de la femme en islam un scénario un peu différent de celui du Groupe de Haut niveau qui se contente de diffuser des portraits de femmes musulmanes qui ont réussi ? Un tiers des étudiants musulmans du Royaume Uni déclarent croire que « *tuer au nom de l'islam peut être justifié* ». ¹¹ S'agit-il d'un épiphénomène ou d'un fait social de première importance ?

A travers ses recommandations, le Groupe semble faire office de relais des appareils de communication des pays arabo-musulmans. En attestent aussi les très nombreuses directives sur le traitement des migrants, alors qu'en regard, rien n'est dit dans le rapport du statut et des droits des minorités non musulmanes des pays d'islam. Examinons en quelques unes.

Il est suggéré à l'Union européenne de « *normaliser et intégrer à travers le continent les données concernant les marchés du travail et du logement, ainsi que celles des services de santé, sociaux, éducatifs et autres services de la communauté afin que les immigrants puissent y avoir accès.* » p. 44. Il lui est aussi demandé ainsi qu'aux Américains de valoriser l'apport des migrants : « *Les universités et les centres de recherche américains et européens devraient étendre leurs recherches dans les domaines des importantes contributions économiques, culturelles, et sociales apportées par les communautés immigrées à la vie américaine et européenne.* » p. 45. Pour que ces derniers conservent leurs liens avec leur culture d'origine « *ils [les universités et les centres de recherche américains et européens] devraient promouvoir les publications provenant du monde musulman concernant un éventail de sujets propres à l'Islam et au monde musulman.* » p. 45. Le groupe demande aussi de prévoir une campagne média qui mette « *l'accent sur le fait que tous ceux qui vivent dans le pays ont le droit d'exiger et d'obtenir de bons services, de se plaindre au sujet de la discrimination, et de rechercher la réparation appropriée.* » p. 46.

Ces excellentes dispositions n'incitent pas le migrant à s'adapter au pays d'accueil, mais le pays d'accueil à se mettre au service du migrant, musulman on l'a compris. Écrasantes pour les Occidentaux, elles ne sont pas opposées par les rédacteurs du rapport aux théocraties pétrolières arabes qui ignorent presque totalement le droit du travail, confisquent les passeports de leur main d'œuvre immigrée Infidèle et lui interdisent la pratique de sa religion quand elle n'est pas musulmane. Elles évoquent irrésistiblement l'arrogance du Croyant face au *dhimmi* de la Tradition, et ne font que matérialiser l'ascendant moral conquis par les pays d'islam dans leur « dialogue » avec un Occident dont le consentement devrait étonner.

Dans son bref opuscule, *Un mythe contemporain : le dialogue des civilisations*¹², Régis Debray compare les instances du dialogue, dans leur grands hôtels, à des « stations spatiales au sol », très loin de la « scène obscure mais infiniment plus peuplée. [où l'on continuerait] de se tirer dessus. » S'il avait raison, le rapport du Groupe de Haut niveau et l'Alliance n'auraient pas grande importance en pratique, ni influence sur la réalité. C'est malheureusement sous-estimer la force du « politiquement correct » comme police de la pensée et de l'information et ignorer comment il s'élabore. L'Alliance des civilisations a mis en place un réseau d'organismes partenaires qui sont en fait les relais de son action dans les milieux sensibles qu'elle a choisi de cibler. Elle bénéficie du consensus des gouvernements européens qui ne veulent pas être catalogués comme « populistes » voire racistes et désirent garder de bonnes relations avec les pays arabes. Comme le discours le l'Alliance est parfaitement ajusté au sentiment de culpabilité qui sévit sur les deux rives de l'Atlantique, comme il bénéficie de soutiens aux plus hauts niveaux et qu'il est relayé dans les secteurs les plus stratégiques de la société que sont les média et l'éducation, il fait figure d'obstacle infranchissable. Autant s'en tenir au discours qui épargne des mises en causes risquées, celui du politiquement correct. C'est ainsi que l'Alliance est en mesure de susciter dans les rédactions et dans la recherche des réflexes d'autocensure dont les conséquences sont incalculables, dans la mesure où elle s'attache à imposer les vues d'un monde musulman de plus en plus arrogant¹³ à l'opinion occidentale.

Allons au fait. Puisque tous les indicateurs témoignent d'une polarisation croissante des opinions du monde musulman et de l'Occident¹⁴, puisque tout indique que le « choc » des civilisations est à l'œuvre, puisque les grandes différences culturelles entre l'islam et la post-chrétienté forment la toile de fond des grands affrontements de l'époque, il faut se demander si des institutions comme l'Alliance et les Dialogues, loin d'être des instruments de pacification, ne sont pas autre chose que les armes d'une campagne idéologique d'un monde islamique

offensif, visant à bâillonner et priver de réactions un Occident déclinant, divisé, en proie au doute sur lui-même.

Pourquoi le choc entre l'islam et l'Occident est-il en cours d'approfondissement ?

La phase historique critique entamée avec le 11 septembre est le produit d'une longue maturation. Les évènements qui ont alors défrayé l'actualité étaient déjà présents depuis longtemps, avec une moindre intensité.

L'argumentation du Groupe de Haut niveau pour expliquer le clivage qui s'accuse depuis lors entre islam et Occident est loin de convaincre.

Les facteurs exogènes de la colère musulmane, comme le souvenir de la colonisation et l'existence d'Israël sont en effet peu convaincants. La colonisation européenne a pris fin au plus tard dans les années 60. Israël existe depuis 60 ans et les conflits nombreux, parfois durables et meurtriers, entre les pays musulmans du Moyen Orient le confinent à la périphérie des vraies dynamiques en œuvre dans cette zone. Et l'on voit mal comment une scène qui se déroule dans un périmètre aussi exigu et touche une population aussi restreinte, pourrait focaliser l'affrontement planétaire entre l'Occident et l'islam comme le soutient bec et ongles Hubert Védrine. Contrairement à ce que pensent certains, l'hystérie n'est pas le moteur de l'histoire des Arabes ou des musulmans, loin de là. Si la fanatisation est là, c'est qu'elle a été préparée au prix de grands efforts par des forces qui ont intérêt à mettre de l'huile sur le feu.

L'argument des interventions américaines en Irak et en Afghanistan n'est pas plus solide car il est circulaire. Les Américains sont en Afghanistan parce qu'ils ont été attaqués depuis ce pays sur leur territoire national. Leur présence en Irak s'explique par l'activisme permanent d'un dictateur qui n'a pas cessé de déstabiliser son environnement et qui a tenté de muscler son expansionnisme par l'arme atomique. Les deux régimes étaient particulièrement abominables pour leurs populations. Il est certain, en même temps que les appareils officiels de propagande de la plupart des pays musulmans et les mosquées, loin de jouer l'apaisement, se sont emparés de ces interventions pour enflammer les peuples contre les « croisés ». Des actions violemment agressives de forces relevant du monde islamique ont provoqué une réaction occidentale défensive au plan stratégique. Le groupe international choisit quand même d'accuser l'Occident d'être à l'origine du conflit de civilisations.

Le discours victimaire, qui brandit « l'humiliation », « la frustration », la « dépossession », n'explique vraiment un mouvement historique de fond de cette ampleur que pour les « idiots utiles » de l'extrême gauche et de la gauche occidentales, les milieux économiques friands des marchés moyen-orientaux, et

les maîtres en intoxication de la sphère islamique. Il n'est pas nécessaire de s'attarder sur cette thématique de pure propagande.

Si le « choc » ne s'explique pas par des causes exogènes, il faut envisager les facteurs endogènes, les conflits qui se nouent au sein même de l'islam contemporain.

L'islam-religion

Selon certains, on peut expliquer le « choc » contemporain par les prescriptions littérales de la religion musulmane, l'islam-religion, qu'il faut autonomiser de l'islam-politique, de l'islam-diplomatie, de l'islam-civilisation et de l'islam-histoire. L'approche du Coran et des autres textes de la Tradition que proposent aujourd'hui les islamistes et certains occidentaux, résument l'islam-religion à un ensemble de principes et d'injonctions propres à transformer le Croyant en conquérant par le *jihad* et la *takia* (ruse), l'Infidèle en *dhimmi* humilié au mieux ou en esclave, la haine de l'Autre non-musulman et l'aspiration à l'au-delà en principe de vie. Cette religion serait d'autant plus redoutable qu'elle est immunisée contre toute relecture ou ajustement au monde moderne, le Coran, parole de Dieu Lui-même, étant incréé, donc hors d'atteinte de la raison humaine. De plus la porte de l'*ijtihâd* (réflexion personnelle sur la religion ou exégèse des textes sacrés) se serait refermée avec la prédominance de l'école d'Ibn Hanbal au IX^e siècle. La montée dévorante de la religiosité dans les pays musulmans, les injonctions guerrières et conquérantes du dogme, ainsi que la fermeture de l'islam-religion auraient abouti à façonner un monde islamique très agressif, première cause du terrorisme contemporain et des guerres, en cours et à venir.

Ce schéma, séduisant quand on le rapproche des discours des terroristes, de nombreux docteurs de la foi ou des journalistes des grands média arabes ou persans, comporte cependant un certain nombre d'erreurs majeures :

1) la *Sunna*, le corps de textes sacrés musulmans composé du Coran et des Hadith, ne se réduit pas à une doctrine politico-militaire. On y trouve aussi, dans une langue de grande force poétique, des prescriptions, des rites, des règles éthiques, des valeurs qui sont le fonds de toute religion. Elle donne à plus d'un milliard d'hommes qui n'aspirent qu'à vivre ou à survivre, une grande part de leurs repères symboliques et sociaux, de leur identité et de leur estime de soi¹⁵.

2) le postulat de rigidité définitive de l'islam-religion n'est pas établi, loin de là. Selon Hamid Zanaz, « *Tous les commentateurs musulmans expliquent la fatigue du monde arabo-islamique par la supposée fermeture de la porte de l'ijtihâd... La vérité est que cette dernière ne s'est jamais fermée* »¹⁶ Effectivement, le commentaire et l'interprétation ont toujours existé, car la religion est sans cesse tirée dans un sens par des forces sociales, souvent cupides, pour consolider leur pouvoir ou

faire obstacle au changement social, et dans un autre par des personnalités de sensibilité humaniste. De nombreux messages « religieux » ne sont que basse instrumentalisation d'un corpus sacré très flexible. Selon l'auteur déjà cité, au Yémen, le livre d'éducation islamique des élèves de troisième année stipule « *qu'Allah n'accepterait en aucun cas la prière de la femme mariée, si son mari n'est pas entièrement satisfait de sa soumission.* »¹⁷ La fonction sociale de cette injonction est effrayante et claire à la fois. Mais il n'y a pas trace de ce raisonnement dans le Coran et l'on peut toujours trouver au détour de l'un des dizaines de milliers d'Hadith plus ou moins authentiques, matière à prouver tout et son contraire. Un autre exemple de basse et ancienne instrumentalisation du Coran est la traduction du premier verset de la sourate 17 Le voyage nocturne « *Gloire et Pureté à Celui qui de nuit, fit voyager Son serviteur [Muhammad], de la Mosquée Al-Haram à la Mosquée Al-Aqsa dont Nous avons béni l'alentours, afin de lui faire voir certaines de Nos merveilles.* » Dans certaines traductions et commentaires, la « Mosquée Al-Aqsa » du texte sacré (la lointaine) devient « Jérusalem ». Or la mosquée de Jérusalem qui a pour nom Al-Aqsa a été bâtie plusieurs dizaines d'années après la mort du prophète. La manipulation du texte original du Coran permet à l'islam-politique d'annexer cette ville à l'islam. Des prédicateurs comme Ibn Taymiyyah au XIV^e siècle, Ibn Abdelwahhab au XVIII^e siècle, Hassan al-Banna et Sayyed Qotb au XX^e siècle, ont cuisiné à leur façon la Sunna, dans un sens agressif, machiste et obscurantiste pour légitimer par la religion leurs doctrines de pouvoir.

A l'inverse, des docteurs de la foi musulmane peuvent rapidement élaborer en fonction de la conjoncture, la base théologique d'une attitude remarquablement tolérante sur tel ou tel sujet. On sait qu'il existe dans les textes sacrés de l'islam une quantité impressionnante d'imprécations contre les juifs, et qu'une fois rassemblées, elles forment une doctrine féroce raciste. Cependant, des théologiens musulmans ont rédigé au Royaume Uni dans le cadre du Woolf Institute of Abrahamic Faith un « *Appel à la paix, au dialogue et à la compréhension mutuelle entre les musulmans et les Juifs* »¹⁸ qui donne un socle religieux solide à des relations judéo-arabes respectueuses et pacifiques. Si l'appel a été très majoritairement signé par des théologiens musulmans vivant en Occident et non dans les pays musulmans, c'est parce que l'islam-politique a intérêt à montrer un visage tolérant en Occident et est contraint par les pouvoirs en place d'être antisémite en pays d'islam. Ce qui est important de souligner ici, c'est la souplesse inattendue de l'islam.

3) le postulat d'un autisme de soumission aveugle du croyant au texte littéral, qui partirait en guerre pour obéir à des sourates, n'est pas plus solide. Germaine Tillon dans son étude sur le fonctionnement de la société clanique du

Maghreb¹⁹ souligne que la tribu berbère transgressait systématiquement la disposition coranique qui donne à la femme un droit d'héritage. Elle doit, pour continuer d'exister, empêcher les enfants d'un étranger de pulvériser le ciment du clan en obtenant des droits sur ses terres. Elle le fait même si elle sait bien que le livre saint lui promet les pires désagrèments. « *Quiconque désobéit... [Allah] le fera entrer dans un feu où il restera immortel* ». (Sourate IV verset 18) De même, le Coran impose l'affranchissement des esclaves musulmans, mais on négligera cette obligation, au moins dans l'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, dans les minorités musulmanes d'Europe, le Ramadan est l'obligation la plus importante de la vie religieuse, alors que le Coran donne de très loin la priorité à la prière, peu pratiquée. Il ne prévoit que des sanctions vénielles pour le manquement à l'obligation du jeûne. Si le Musulman manifeste une obéissance à géométrie variable à la religion, il s'impose aussi des obligations que la religion n'exige pas. Ainsi, bien que la circoncision ne soit jamais mentionnée dans le Coran, l'identité musulmane est inconcevable en son absence. Elle existait d'ailleurs mille ans avant la Révélation. Par ailleurs, même si le Coran n'évoque le voile que pour la famille du prophète, on va le généraliser, d'abord dans les villes, là où des mariages non contrôlés par la logique de la tribu pourraient se nouer, puis dans les campagnes quand les structures claniques commenceront à s'affaïsser. Enfin, des traditions aussi intolérables pour l'Occidental contemporain que les crimes d'honneur que l'on attribue à l'islam, étaient présentes jusqu'à une époque récente dans toutes les sociétés méditerranéennes, y compris sur sa rive nord.

Visiblement, les prescriptions littérales de la religion ne conditionnent que partiellement les comportements, les attitudes, les croyances, même dans des sociétés aussi pieuses que celles de l'islam nord-africain. Soumis aux contraintes de sa subsistance et à celles de la société où il vit, le musulman est beaucoup plus autonome que l'imagine la perception occidentale du discours musulman de guerre des civilisations.

Les moteurs du « choc »

Lançons quelques pistes. La multiplication des contacts entre les sociétés islamiques et occidentales est sans doute l'un des facteurs essentiels du clivage en cours. Les contacts sont dus aux flux migratoires, à l'attraction des systèmes occidentaux d'éducation et de recherche scientifique, mais aussi aux technologies comme l'Internet qui renvoie au plus profond des banlieues et les campagnes l'image d'un monde étranger, arrogant et décadent à la fois, pour son opulence, son ignorance de la pudeur, son absence de normes. Sayyed Qotb, le grand idéologue extrémiste des Frères musulmans (le terreau d'Al Qaïda), bou-

leversé par un séjour aux États-Unis entre 1948 et 1950, embrasse la religion et devient le théoricien de l'islamisme le plus radical pour protéger les sociétés musulmanes de la contamination occidentale. Mohamed Atta, est devenu de plus en plus religieux au cours de ses études à Hambourg de 1993 à 1999, puis il a versé dans le terrorisme en dirigeant l'un des commandos du 11 septembre. Contrairement aux affirmations des adeptes du « dialogue », les contacts avec des sociétés culturellement trop éloignées sont propices à l'hostilité et au repli ethnique si la société d'appartenance n'est pas en mesure de fournir de nouvelles identités. L'indigénisation décrite par Samuel Huntington s'impose alors en lieu et place de la modernisation.

Autre facteur, la fragilité des sociétés musulmanes contemporaines. Bien que le monde islamique soit étendu et divers, on observe partout, à des degrés variables, la conjugaison d'une explosion démographique²⁰ et d'une profonde stagnation économique. Il en résulte que l'ensemble des structures de ces sociétés sont au bord de l'effondrement. La population est extrêmement jeune en moyenne, mais faute de système d'éducation digne de ce nom et faute d'emploi, que l'économie atone et retardée ne crée pas, la jeunesse est souvent désespérée. L'agriculture et l'industrie alimentaire peinent à assurer la subsistance minimale d'un nombre toujours croissant de consommateurs et les pénuries sur les marchés mondiaux des produits primaires font courir un peu partout le risque très réel d'émeutes de la faim. La pression démographique provoque une urbanisation massive, qui associée à la pauvreté générale met en cause les relations sociales et familiales traditionnelles. Pour compliquer encore la situation, le groupe d'âge 15-25 ans est gigantesque dans ces sociétés jeunes. Or il y a un lien très fort entre l'importance de ce groupe d'âge et la propension aux bouleversements sociaux et aux guerres civiles. Dans ce contexte, les régimes politiques aux mains de monarchies souvent archaïques et de dictateurs, ont beaucoup de peine à garder la situation sous contrôle.

Il faut remarquer que l'aire musulmane est la seule, avec l'Afrique sub-saharienne, à ne pas avoir su bénéficier de plusieurs décennies d'une croissance économique internationale extrêmement rapide qui a propulsé les immenses masses de population asiatiques hors de la pauvreté et de l'arriération, alors qu'elle partaient d'un revenu individuel moyen moitié moins élevé que celui des Arabes par exemple, au sortir de la seconde guerre mondiale. Il y a donc des facteurs de blocage massifs des sociétés islamiques que plusieurs rapports de l'ONU sur le développement humain arabe ont vainement tenté d'élucider²¹. Ce qui est certain, c'est que face au choc de la modernité véhiculé par les images et les récits, face au risque de dislocation de ces sociétés fragilisées, les forces conservatrices ne pouvaient que s'associer pour résister aux tensions et pré-

server les intérêts en place. Il a donc fallu à ce microcosme social des chiffons rouges pour égarer la populace. C'est ainsi que la plupart des pays d'islam agitent des figures diabolisées, Israël et les Juifs, accessoirement les États-Unis et les chrétiens, pour désigner aux grandes masses un indispensable ennemi. Il leur faut en même temps des structures d'encadrement idéologique capables à la fois de véhiculer la haine de l'Autre étranger et d'entretenir un fonds culturel de soumission et de résignation, les deux ingrédients de la pérennité de leurs positions. C'est le clergé (il existe bien en islam, même s'il n'obéit pas à une stricte hiérarchie) qui assume naturellement cette fonction, même s'il entretient des rapports alambiqués avec l'instance politique, comme c'est le cas en Égypte. Très grossièrement, c'est cette union du palais et de la mosquée, qui pour parer ce danger, a fait de l'islam-religion l'instrument d'encadrement et la machine de guerre qui alimentent contre l'Occident, le « choc des civilisations » indispensable au maintien, tant bien que mal, de leurs places et de leurs privilèges. Les foyers de l'intoxication planétaire au service de ce combat sont innombrables et très actifs. De nombreuses analyses, peu diffusées en Europe leur sont consacrées. Mais ce processus d'affrontement idéologique n'est pas statique : les conflits au sein de l'attelage du conservatisme dominant provoquent des surenchères et une dynamique d'extrémisation terriblement problématique pour la paix mondiale. Les exemples du Pakistan et de l'Iran en témoignent tous les jours.

La faute de l'Occident

Le tableau d'ensemble des risques et des menaces sur la planète est extrêmement complexe, et bienheureux celui qui détient la formule idoine pour les traiter. Ce qui est sur, c'est que l'un de ces risques essentiels est nourri par la spirale infernale où se sont engagées les superstructures politico-religieuses du monde musulman.

Le meilleur service à rendre à la cause de la paix et accessoirement à ces sociétés en désarroi, c'est de les confronter à l'épreuve de réalité. L'Alliance des civilisations aura été le point de rencontre entre la petite manœuvre d'un régime de mollahs archaïque et dangereux pour s'affirmer sur la scène internationale aux dépens de l'Occident, et celle d'un politicien espagnol aux vues courtes, désireux de se prévaloir de relations restaurées avec le monde musulman. Le prix demandé par la partie islamique est le silence sur sa nature même et sur ses forfaits en politique intérieure. C'est aussi la légitimation de son modèle social et la sacralisation du monstre idéologico-religieux qui lui sert de rempart ultime. En applaudissant l'Alliance des civilisations, l'Occident introduit au sein de ses institutions les plus sensibles comme les médias, l'éducation et la recherche, des attitudes contraires aux principes de la démocratie et le principe de l'auto-

censure face à l'islam-politique et l'islam-diplomatie. Pire encore, il finit par croire aux billevesées qu'on lui demande de répandre. Par exemple, dans leur définition de l'islam et de l'Occident, les experts de Davos émasculent l'Occident, devenu un simple espace « géo-historique » dont les valeurs appartiennent à tout le monde, tandis que l'islam comprend les pays où l'islam est majoritaire, avec leurs minorités, et les minorités musulmanes résidant en Occident²². Allez donc leur contester l'instauration de la *charia* !

A une guerre idéologique, il faut une réponse sur le champ des idées. La riposte poserait des limites aux machines à obscurantisme et à violences qui sévissent dans l'aire de l'islam, et elle donnerait un peu d'oxygène à respirer à ces personnalités courageuses et infiniment respectables qui affrontent le moloch dans sa tanière. L'Occident a su mener contre le totalitarisme soviétique cette guerre idéologique et il l'a remportée. Pourquoi s'inclinerait-il cette fois, alors que le défi est tout aussi sévère ?

Prenons deux exemples. L'OCI et la Ligue arabe, en liaison avec l'ONU, ont produit plusieurs moutures de « Déclarations islamiques de droits de l'homme »²³ comme si l'homme « islamique » était d'une autre espèce que l'homme tout court et méritait un régime particulier. Ces déclarations ont été critiquées sur le fond, sur les aberrations internes des textes²⁴, mais pas sur leur principe même qui s'est vu qualifié de « raciste ». Il y a matière à des campagnes occidentales internationales sur ce sujet indépendamment des instances onusiennes des droits de l'homme qui sont désormais sous la coupe d'une alliance islamo-russo-chinoise. Le second exemple touche aux questions de bioéthique. Dans une excellente contribution, « Questions de bioéthique dans le christianisme et dans l'islam »²⁵, Dominique Urvoy fait un état des questions bioéthiques vues par les musulmans. De quoi est-il question ? De la séparation entre musulmans et non-musulmans : un musulman peut-il recevoir ou non une transfusion sanguine ou une greffe d'organe d'un non-musulman ? Oui mais dans les deux cas seulement s'il y a risque de mort. De la pureté : le prélèvement d'un œil sur un musulman pour un musulman doit être effectué obligatoirement par un médecin musulman. Encore une fois, sans aller plus loin, cette vision « musulmane » des questions éthiques manifeste une culture purement et simplement raciste qui mérite non des débats, mais des dénonciations publiques et des campagnes d'opinion. D'ailleurs, le syndicat des médecins égyptiens vient d'interdire la « *transplantation d'organes entre personnes de religions différentes* »²⁶. L'évènement a fait l'objet en France d'un simple entrefilet dans l'hebdomadaire *Le Point*.

Il ne reste plus sans doute qu'à citer Winston Churchill : « *Vous avez voulu éviter la guerre au prix du déshonneur. Vous avez le déshonneur et vous aurez la guerre.* »

notes

1. *High Level Group Report* World Economic Forum : http://www.unaoc.org/repository/HLG_Report.pdf
2. *Islam and the West : Annual Report on the State of Dialogue* World Economic Forum janvier 2008 http://www.weforum.org/pdf/C100/Islam_West.pdf
3. Khatami voulait acquérir une image personnelle d'homme modéré et humaniste, avec lequel on peut discuter à condition de respecter ses convictions religieuses. Le régime iranien, en recherche d'honorabilité, pouvait désormais, selon les circonstances, exhiber un visage patelin, celui du dialogue, ou une posture menaçante, avec les défilés des milices Pasdaran, l'ouverture de bureaux de recrutement pour les attentats-suicide ou la décoration de ses missiles avec des slogans éradicateurs.
4. *The Roots of Muslim Rage* de Bernard Lewis publié dans *The Atlantic Monthly* septembre 1990.
5. *Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* 1996.
6. Par un de ces tours dont l'histoire a le secret, l'ONU déclara « année du dialogue des civilisations » l'année 2001, qui allait être celle de la destruction des Bouddhas de Bâmiyân, des attentats-suicide palestiniens et des méga crash aériens terroristes sur les États-Unis. Ce fut en fait l'année qui inaugure une nouvelle ère d'affrontement ouvert, violent, pérenne, entre ceux qui disaient agir au nom de l'islam et l'Occident. L'histoire retiendra peut-être ce lapsus de l'organisation internationale.
7. Voir Bat Yé'or *Eurabia L'axe euro-arabe* Jean-Cyrille Godefroy mars 2006.
8. Voir par exemple la *Déclaration de Téhéran* de 1999, <http://www.isesco.org.ma/francais/dialogue/tehran1999/dialogue1999.php?page=/Accueil/Dialogue%20des%20Civilisations>, la *Déclaration islamique sur la diversité culturelle*, Alger 2004, <http://www.isesco.org.ma/francais/dialogue/DivcultFR.pdf>, ou le programme d'action de l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) instance exécutive des décision de l'OCl *Le Rôle de l'ISESCO dans la Promotion du Dialogue entre les Civilisations* 2008 <http://www.isesco.org.ma/francais/dialogue/Dialogue%20paper%20Francais%202007.pdf>
9. *2008 Update : Saudi Arabia's Curriculum of Intolerance* Center for Religious Freedom of Hudson Institute With the Institute for Gulf Affairs http://www.hudson.org/files/pdf_upload/textbooks_final_for_pdf.pdf
10. *Almost half of Egyptian women harassed daily : poll* Thu Jul 17, 2008 1:20 PM ET http://news.yahoo.com/s/afp/20080717/wl_mideast_afp/egyptsocietywomenrights_080717172013 ;_ylt=Ai27_FOQ3vlejOriDkcH8SuaOrgF
11. *A third of Muslim students back killings* Abul Taher The Sunday Times 27 juillet 2008.
12. Publié en août 2007 CNRS Éditions.
13. Pierre Manent relève bien cette tendance dans une interview au *Point* à propos de l'affaire des caricatures : « Il n'y aurait pas eu le moindre mouvement de musulmans dans nos pays, ni sans doute hors de nos pays, sans la décision délibérée d'un certain nombre de gouvernements arabes ou musulmans d'intimider l'Europe. On a assisté à un effort grossier, mais apparemment assez efficace, pour faire sentir à l'Europe qu'elle était sous surveillance et qu'elle avait à justi-

- fier ses mœurs et manières devant un tribunal politique et religieux extérieur à l'Europe. »
Manent « Libéral-patriote » Le Point n° 1746 du 2 mars 2006.
14. On peut citer les travaux de Pew Global Attitudes Project *The great divide : how westerners and muslims view each other* 22 juin 2006 <http://pewresearch.org/pubs/228/the-great-divide> ou les enquêtes Gallup rapportées dans *High Level Group Report* World Economic Forum op. cit.
15. Voir *Seven Questions : Bernard Lewis on the Two Biggest Myths About Islam* août 2008 http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=4455
16. *Réformer l'islam. Autopsie d'une illusion caractérisée* Éditions Éditeur indépendant Paris nov 2007 p. 105.
17. *Réformer l'islam*. op. cit. p. 123.
18. <http://www.woolfinstitute.cam.ac.uk/cmjr/assets/pdf/letter.pdf>
19. *Le Harem et les cousins* Le Seuil 1966.
20. Ces pays connaissent tous désormais un ralentissement de la fécondité ; ils sont donc en train d'accéder à un régime démographique plus équilibré, basé sur une réduction conjointe des taux de mortalité et de natalité. En attendant, ils doivent affronter les conséquences de plusieurs décennies d'explosion démographique.
21. Le dernier rapport sur le développement humain arabe date de 2005 voir à l'adresse <http://www.arab-hdr.org/contents/index.asp?rid=1>
22. *Islam and the West : Annual Report on the State of Dialogue* op. cit. p. 10.
23. Voir par exemple la *Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam*, août 1990. http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/inst_org-decla90.htm ou *La nouvelle Charte arabe des droits de l'homme*, mai 2004 http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/inst_l-chart04.htm
24. Voir le rapport de la Commission internationale de juristes de janvier 2004. http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/Images/Comment-Charte-arabe.pdf
25. *Relations islamo-chrétiennes Bilan et perspectives* Éditions de Paris juillet 2007 p. 76-77.
26. *Égypte – Discrimination médicale*, Le Point N° 1875 Publié le 21/08/2008.